

**Zeitschrift:** Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern  
**Herausgeber:** Historischer Verein des Kantons Bern  
**Band:** 13 (1890-1892)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Briefe von J. G. Zimmermann, E. v. Fellenberg, Samuel Schnell, Karl Schnell und G. L. Meyer von Knonau an Philipp Albert Stapfer  
**Autor:** Luginbühl, Rudolf  
**Kapitel:** XV: Ph. Alb. Stapfer an Karl Victor von Bonstetten  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-370818>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Ihre Briefe würden mir unter der Adresse des Hrn. Benedict Vischer <sup>1)</sup> in Basel wohl am sichersten zukommen.

## XIV.

**E. von Fellenberg an Ph. Alb. Stapfer.**

*Hofwyl*, den 4. Mai 1814.

Sie empfangen diese Zeilen durch einen der brävsten Männer, die ich kenne, Hrn. B<sup>t</sup> Vischer von Basel, ein grosser Handelsmann; er wird Ihnen unseren Jammer mittheilen; meine Mitbürger überschreiten mit ihrer Elendigkeit alles, was ich von ihrer Seite für möglich hielt. Werden ihre Umtriebe immerfort, wie bissdahin begünstiget, so gehen wir unserem gänzlichen Verderben geradezu entgegen, und die Schweiz wird den alliirten Mächten nur zur unvergänglichen Makel, ihre Glorie zu befleken, dienen können.

— Lassen Sie ja nichts unversucht zu unserer Rettung.

## XV.

**Ph. Alb. Stapfer an Karl Victor von Bonstetten.**

*[Belair 1815/1816].*

En m'accusant de paresse, vous êtes injuste sans le savoir, ou, si vous aimez mieux ce tort-là, vous me faites beaucoup trop d'honneur. Vous n'avez pas d'idée, combien l'écriture m'est pénible depuis quelque temps. Je ne puis me débarrasser d'un rhumatisme que j'ai au bras droit et qui ne me quitte que lorsque la migraine me visite. Ajoutez à cela que je ne puis écrire à la

---

<sup>1)</sup> Benedict Vischer (1779—1856), Rathsherr in Basel, Stifter und Präsident einer landwirthschaftlichen Armenschule. Siehe Vaterländische Bibliothek in Basel, Meyer-Kraus, Manuskript-Sammlung.

lumière, mes yeux ayant dégénéré dans la proportion de l'accélération du mouvement sur le plan incliné de la vie par 1, 3, 9, 27 dans le nombre d'années que j'ai labourées; que je travaille tout le jour avec mes fils qui n'ont d'autre précepteur que moi, et que mes devoirs de père de famille m'imposent beaucoup de griffonage obligé, et vous me donnerez l'absolution de lambinerie [!], surtout vous n'attribuerez pas mes péchés épistolaires à un défaut de tendresse pour mes amis ou de désir de me rappeler plus souvent à leur souvenir. Si vous voyiez ma sœur<sup>1)</sup>, elle vous porterait des plaintes amères sur ma négligence; elle vous dirait que je vous écris tout aussi fréquemment qu'à elle, et elle aurait raison; elle ajouterait que je pourrais écrire plus souvent, et elle aurait tort.

Vous me demandez, mon cher Monsieur, le résultat de mes réflexions sur l'éducation bernoise. C'est la matière d'un volume, et bien que je n'aie jamais abandonné l'idée d'offrir à ma nation ce que les positions où je me suis trouvé, m'ont mis à même d'observer sur l'état moral de mes compatriotes<sup>2)</sup>, il me serait impossible, dans ce moment, de rédiger mes idées ou d'arranger mes matériaux. Mais lors même que je pourrais me livrer à ce travail, je ne crois pas que le vôtre y gagnât la moindre chose. Je me flatte, qu'ayant également à cœur le progrès de la moralité et des lumières, et ayant eu à peu près les mêmes chances d'expérience, nous nous rencontrerions sur tous les points cardinaux. Mais ce qui, dans cet instant et relisant les excellents conseils que vous donnez p. 105 s. et p. 124<sup>3)</sup>, surtout ce que vous dites

<sup>1)</sup> Nämlich Frau Prof. Samuel Schnell.

<sup>2)</sup> Ist nicht zu Stande gekommen.

<sup>3)</sup> Bezieht sich unzweifelhaft auf Bonstettens 1815 erschienene Schrift „Pensées sur divers objets de bien public“, in der er sich namentlich auf S. 105—180 mit Erziehungsfragen beschäftigt.

relativement à la funeste cessation de toute instruction au sortir de la jeunesse, me frappe plus particulièrement comme principes de mal ou comme obstacles au succès des remèdes, c'est la constitution politique de Berne et la barbarie du jargon natal jointe à une existence d'amphibie entre la civilisation française et la civilisation allemande, deux plaies de notre organisation morale aussi funestes que profondes que personne ne peut indiquer et sonder aussi bien que vous, sans trop faire crier le malade et avec quelque espérance de lui ouvrir les yeux sur son danger. Vous êtes issu d'une des plus illustres familles Bernoises, et on ne pourra dire, que c'est la jalousie, l'envie, l'ambition, le Jacobinisme, tous ces mots d'ordre si commodes pour repousser l'examen et le raisonnement, qui vous font parler. Vous êtes au rang des bons écrivains français et des auteurs distingués de l'Allemagne, et on ne pourra surtout vous accuser de prévention contre la littérature française. Je suis convaincu, que, d'un côté le mode et les chances d'avancement dans la carrière civile, qui n'étaient pas tant les effets nécessaires de la forme du Gouvernement que les suites inévitables d'une mauvaise direction imprimée aux développements de cette forme, d'un autre côté, l'isolement intellectuel où nous plaçaient nos occupations littéraires, nos fonctions publiques, notre langage, nos amusements même, flottants entre notre dialecte, les langues et les littératures de nos voisins, sans tenir solidement à aucune, sans en tirer par conséquent des sucs nourriciers et fortifiants en assez grande abondance et avec une régularité vivifiante, je suis convaincu, dis-je, que ces deux circonstances ont exercé l'influence la plus nuisible sur tout notre système intellectuel et social, et nous ont empêchés d'exploiter les moyens que la nature a prodigués à la race de l'Üchtland. Qu'est-ce qui constitue,

qu'est-ce qui entretient la vie morale d'un peuple ou d'une classe d'hommes, qu'est-ce qui en règle, en anime le mouvement en exalte ou ralentit l'activité, en affermit ou en énerve les ressorts ? Ce sont, incontestablement, la nature, le nombre, la variété des intérêts qui l'occupent, le degré d'industrie et d'efforts que leur poursuite ou leur maintien exigent, les habitudes qu'ils provoquent, qu'ils nourrissent, les sentiments qu'ils font naître ou prédominer. D'où vient notre oisiveté, notre corruption sans élégance de mœurs, notre grossièreté si souvent dépourvue d'énergie et de véritable franchise, cette *brutalité de sens commun* que Molière attribue à M. Purgon, et qui n'a pas sauvé la régence bernoise des plus lourdes sottises, cette absence de talents administratifs et d'habileté politique que la révolution est venue révéler à l'Europe étonnée d'une manière si désastreuse et que les années 1813 et 14 ont mise à nu dans une étendue plus déplorable, dans une nullité plus honteuse encore ? Pourquoi les hautes classes de la nation se sont-elles montrées si indignes d'être à la tête de cette nation brave et généreuse ? Mais je demanderai plutôt : comment aurait-on pu, dans cet ordre de choses, s'attendre à d'autres résultats ?

On ne renonce pas impunément aux bienfaits, aux lois de la nature, aux moyens les plus efficaces de perfectionnement moral qu'elle nous ait départis. En Angleterre, en Allemagne, en France, un gentilhomme ne peut sortir des rangs et s'élever à des places supérieures qu'en se distinguant par son mérite ou des qualités brillantes. Les exemples d'élévation dûs uniquement à la faveur ou au hasard ne sont que des exceptions à la règle et infiniment plus rares qu'on ne le suppose. La règle dans nos Aristocraties était, qu'il suffisait de porter un certain nom pour avoir des droits aux plus grands hon-

neurs et aux places les plus lucratives <sup>1)</sup>. Sans concurrence, partant sans travail et sans efforts, les patriciens se voyaient en possession des emplois civils et des régiments au service étranger. Dans nos cantons démocratiques <sup>2)</sup> la souplesse, une popularité corruptrice et corruptible, dans les cités souveraines une soumission sans réserve à la routine et aux maximes traditionnelles, le soin extrême d'éviter toute apparence d'un esprit indépendant ou de tendance à des projets de réforme, un dévouement adulateur pour quelque matador des conseils et pour les intérêts des familles prépondérantes, étaient pour ceux dont la position favorisait l'ambition plus relevée, les moyens les plus sûrs de la satisfaire, pour les hommes d'un rang inférieur et les individus *minorum gentium* les principaux moyens d'avancement, et, dans les deux situations, des ressources meilleures, de plus puissants leviers que l'application, l'esprit, l'instruction, les talents qui dans les monarchies élèvent les cadets de famille au-dessus de leurs aînés et qui fraient aux hommes, nés dans l'obscurité, le chemin de la puissance et des richesses. L'amour des arts et des sciences, les travaux littéraires qui occupent ailleurs les hommes nés dans l'aisance, mais exclus de fonctions publiques, et qui leur font dédaigner les plaisirs de la fainéantise ou d'une sensualité grossière, n'existaient en Suisse nulle part qu'à Zurich. On ne m'objectera pas nos clubs d'hommes, nos sociétés ou cabinets de lecture. Offraient-ils un centre de réunion pour des entretiens guidés par le goût et les convenances, animés par un mouvement d'idées intéressantes, par cette critique spirituelle et raisonnée des

---

<sup>1)</sup> Vergl. Tillier, Geschichte des eidgenössischen Freistaates Bern, V, 330 ff. ; E. Blösch bei Hilty, Politisches Jahrbuch 1889, S. 150.

<sup>2)</sup> Vergl. Blumer, Staats- und Rechtsgeschichte der schweizer. Demokratien, 2. Theil, I, 113—130.

productions nouvelles, des objets de l'attention publique, qui, quoique légère et frivole, fait même dans les petites villes de plusieurs pays de l'Europe le fond de la conversation et habitue les jeunes gens à une élocution souvent élégante, toujours nette et facile? Et comment ces discussions sur des matières d'arts et de littérature qui sont un complément nécessaire de l'éducation savante et qui préviennent l'engourdissement intellectuel chez les gens du monde, auraient-elles pu naître parmi nous? Nous ne parlons avec plaisir que de ce que nous connaissons, de ce qui se rattache à des intérêts nationaux, à nos besoins moraux, à nos relations sociales. Sous tous ces rapports la littérature allemande, celle qui aurait dû être la nôtre, se trouver en contact habituel avec nos réflexions, nos amusements, nos épanchements, était pour nous une plante presque aussi exotique que la littérature française; plus étrangère même aux hommes du monde que cette dernière, elle n'était pour les autres classes, ni vraiment indigène, ni proprement nationale, ni en contact avec nos rapports et les objets ordinaires de nos pensées. Or il ne peut échapper à tout homme qui a réfléchi sur les organes et la marche de la culture morale au sein des nations les plus estimables, soit anciennes, soit modernes, quelle triste position c'est pour une peuplade de se trouver placée en dehors, pour ainsi dire, du progrès des idées et de la langue du peuple auquel elle tient par son origine; c'est être mis hors de la loi de la civilisation; c'est une branche qui n'est point ou qui n'est que mesquinement alimentée par la sève du tronc auquel elle appartient. J'entends d'ici nos oracles du gros bon sens bernois vanter l'ignorance qui n'a pas empêché nos ancêtres de commander le respect et de s'assurer une existence aussi heureuse qu'honorable. Mais ces ancêtres n'étaient guère plus ignorants que le reste

de leurs contemporains. Voulez-vous donc vous isoler au milieu de l'Europe et former une espèce d'oasis barbare ? D'ailleurs qu'elle différence ! Rendez-nous la simplicité de mœurs de nos ancêtres, leur énergie, les grands intérêts qui les tenaient en haleine, les dangers, les entreprises, les querelles même qui demandaient de l'activité, de la vigilance, des efforts et qui donnaient de la vigueur aux caractères, de l'élévation aux sentiments. Et quels étaient les intérêts qui avaient remplacé d'aussi puissants, d'aussi vigoureux ressorts ? Le petit manège de la maison de ville, des soins d'augmentation de fortune et des jouissances sensuelles. Le service étranger, école de luxe, de besoins factices et de corruption, la poursuite de places dans l'administration, quelques spéculations de lucre, comme par ex. le commerce des vins, et, pour aliment de la vie intellectuelle, des lectures d'amusement, la plupart de livres français, faites sans but, sans plan, et sans prendre de véritable intérêt aux progrès des lumières et des institutions utiles : voilà quelles étaient les forces motrices de notre existence morale, les aliments de facultés qui ne sommeillent jamais impunément. Ajoutez à tout cela l'action de deux ressorts inhérents aux aristocraties, d'un principe de conservation qui repousse toute innovation comme ennemi du gouvernement et d'une jalousie qui tient à l'égalité de droits et de prétentions entre les patriciens et qui sert encore à renforcer l'horreur des changements et des progrès dans les idées et dans les institutions. Ces deux ressorts, excellents à l'époque de la fondation de ces états, de leurs premiers développements et de leur lutte avec les ennemis extérieurs dans les temps orageux, deviennent, dans les jours de calme et dans la progression des idées sociales, au milieu des classes sujettes et des nations voisines, des germes d'affaiblissement et des instruments de ruine.



Les hommes supérieurs sont forcés de s'effacer, pour ainsi dire, et de voiler leurs moyens, ou de les dépenser en petite monnaie, en petites menées de maison de ville, sous peine d'être éloignés et décriés par la médiocrité jalouse ou la sottise alarmée. Je me rappelle avoir entendu raconter à mon père que feu M. Tschiffeli <sup>1)</sup>, le fondateur de la Société économique de Berne, avoit coutume de dire à ses amis: „Wenn z'Bern öper uf ene Bogen Pappyr (il s'agit de l'épaisseur) stygt, so chunt alles mit Stangen, um ne abez'jagen.“

Bien loin de s'étonner de la stérilité morale, de la pénurie d'hommes distingués que les derniers temps ont si tristement promulguées, on a lieu d'être surpris qu'au milieu de pareils éteignoirs elles n'aient pas été plus grandes encore. Dans une pareille atmosphère tout doit languir ou s'étioler. Pourquoi cependant Berne a-t-elle échappé au sommeil léthargique de ses sœurs de Lucerne, Fribourg et Soleure? Pourquoi le corps politique y a-t-il conservé de la dignité, de la vigueur et moins d'éloignement pour des essais d'amélioration en tout genre? Indépendamment du protestantisme je crois (et je me rappelle d'en avoir fait faire la remarque à M. de Watteville dans la discussion qui eut lieu en 1803 devant Buonaparte sur les bases de l'acte de médiation <sup>2)</sup>) que nous en avons l'obligation au mode de renouvellement du grand conseil. Tandis que, dans d'autres

<sup>1)</sup> Johann Rudolf Tschiffeli (1716—1780), der bekannte Agronom. Siehe Sterchi in Sammlung bernischer Biographien, I, 285—299.

<sup>2)</sup> Niklaus Rud. v. Wattenwyl (1760—1832), Schultheiss von Bern und Landammann der Schweiz. Weder E. F. v. Fischer, Erinnerungen an Niklaus Rudolf von Wattenwyl, S. 53, noch Tillier, Geschichte der helvetischen Republik, III, 352—353, noch C. von Muralt, Hans von Reinhard, S. 130, noch Correspondance de Napoléon I, 8, pièce 6560, noch auch Stapfer, Mélanges philosophiques, littéraires, historiques et religieux, I, 537 ff., erwähnen dieses speziellen Vorfalles.

cantons, les conseillers étaient remplacés à fur et mesure des vacances et que ce remplacement goutte à goutte formait une espèce de stalactite immuable et inaccessible aux rayons du soleil, les 80 à 90 jeunes gens, qui, au bout de dix ans, entrèrent à la fois dans le Gouvernement, portaient avec les idées d'une génération nouvelle et le désir de jouer un rôle une nouvelle masse de sang dans le corps politique, prévenaient cette torpeur, cet engourdissement qui appesantissaient leur sceptre de plomb sur les sénats du voisinage. Pourquoi y avait-t-il à Zurich plus d'amour du travail, plus d'activité intellectuelle, plus de mouvement dans les idées? Ne pensez-vous pas, qu'il faut, pour rendre compte de cette différence dans la culture d'esprit de deux cités si semblables sous tant de rapports, avoir encore recours à l'influence de ce principe démocratique, véritable anti-septique du corps social qui à Athènes, à Florence, à Rome, à Londres, et au sortir de la Ligue et de la Fronde en France a produit tout ce qui fait l'honneur, la dignité et les délices de notre race? Il est vrai que Zurich doit sans doute aussi une partie de ces avantages au voisinage de l'Allemagne et au règne moins partagé de la langue germanique, tandis qu'à Berne notre civilisation était un véritable produit *métis* qui réunissait tous les inconvénients de celles de nos voisins, le défaut de solidité qu'on reproche à ceux de l'ouest et la pesanteur allemande; il en résultait une existence morale d'amphibie qui nous privait du bienfait inappréciable d'une culture d'esprit indigène et profonde tenant par ses racines aux véritables éléments de toute affection durable, de tout intérêt puissant.

*Au fait, au fait*, direz vous comme le juge aux plaideurs. Voici le fait. Je pense qu'il n'y a que deux remèdes d'un effet radicalement salutaire à appliquer aux

plaies que tout bon esprit sans prévention doit reconnaître dans notre état moral. Je crois que le premier, le plus urgent de tous, serait de renoncer franchement à cette existence louche, ambiguë, flottante entre deux civilisations (*l'isthmus of a middle state* de Pope) <sup>1)</sup>, et de nous attacher fortement, intimement, par tous les points, à l'idiôme, à la littérature, au système intellectuel du peuple allemand en épurant notre jargon, en le remplaçant peu à peu par la langue écrite, en nationalisant chez nous son usage et ses productions. Je n'ignore pas, quels obstacles s'opposent à son introduction dans la vie ordinaire. Mais pourquoi ne parviendrait-t-on pas à opérer ce qui s'est fait partout ailleurs, dans des villes tout aussi accoutumées à leur dialecte provincial et moins distinguées que Berne par l'instruction et les lumières? Vous vous rappelez peut-être ce que M<sup>de</sup> Harmes <sup>2)</sup> nous dit de la manière dont une révolution toute pareille et plus violente peut-être, (puisque le plattdeutsch diffère plus du bon langage que notre idiôme ne diffère de celui de Luther,) se fit à Hanovre où on l'avait longtemps cru impossible. En attendant qu'une réunion de personnes instruites, courageuses et influentes puisse déterminer par l'ascendant de leur exemple une révolution salutaire, pourquoi ne commencerait-on pas au moins à se servir de l'allemand dans les discussions publiques de tout genre? Je sais bien qu'une tournure trop germanique, un imparfait, une expression d'origine littéraire, un accusatif qui n'aurait pas été un solécisme (*i bitte der Herr N.* au lieu de *den*) aurait discrédité l'avis le plus sage, qu'un son guttural, un qui n'eut pas *ch* raclé le

<sup>1)</sup> Alexander Pope (1688—1744), bekannter englischer Dichter. Siehe Allibone, A critical Dictionary, II, 1624—1639.

<sup>2)</sup> Als Fräulein Berlepsch Jugendfreundin Stapfers und Bonstettens.

gosier de la manière la plus orthodoxe, aurait marqué du sceau de réprobation le plus beau discours, démonétisé les meilleurs termes, aurait paru nous jetés hors de la route du bon sens et nous rendre infidèle aux maximes de nos pères. Mais, aujourd'hui, que les oreilles ont été violées de tant de manières par des sons étrangers, et des propositions étranges, il devrait être moins difficile d'introduire des nouveautés raisonnables avec quelque succès.

Il n'en est pas de même de l'autre moyen curatif, nécessaire à notre régénération, l'essai de rapprocher des formes populaires tout le mouvement de notre machine politique, non pas seulement en théorie par un chiffon qu'on appellera constitution, acte de médiation, charte ou comme on voudra, et qui sera une amusette, un leurre, un programme de pantomime, mais par une franche association des notables éclairés et probes à l'exercice de l'autorité dans toutes les branches de l'établissement public. Je l'ai dit dans un ouvrage, <sup>1)</sup> où je me suis plu à rendre justice aux grandes et belles qualités de l'immense majorité de nos anciens gouvernants. Les aristocraties qui reposent sur un système d'exclusion soit légale soit de convention tacite, sanctionnée par l'usage, sont d'excellentes formes de gouvernement pour assurer le bien-être physique de l'homme. Ces gouvernements sont doux et paternels; ils donnent à leurs sujets tous les soins que l'économe prudent et humain a pour son troupeau; les impôts y sont nuls ou modérés, et la sûreté des personnes et des propriétés y est moins

---

<sup>1)</sup> Voyage pittoresque de l'Oberland bernois ou Description de l'Oberland, accompagnée de notices historiques, Paris chez Treuttel et Würtz, 1812, ein vortreffliches, aber seltenes Buch, da es 72 Fr. kostete. Siehe R. Luginbühl, Ph. Alb. Stapfer, S. 485 ff.; auch Quellen zur Schweizergeschichte, XII, 70 ff.

fréquemment violée que sous tout autre régime<sup>1)</sup>. Mais si le matériel de l'homme se trouve bien de cette forme de gouvernement, il n'en est pas de même de son moral. Il s'y sent perpétuellement humilié; les âmes fières sont blessées, les âmes vulgaires se dégradent. Pour ennoblir l'homme, il faut le rehausser à ses propres yeux.

## XVI.

**Karl Schnell an Ph. Alb. Stapfer.**

*Zürich*, den 31. Juli 1816.

Heute, mein hochverehrter und inniggeliebter Herr und Freund, erhalte ich Ihre Zuschrift vom 24. dieses, und am 29. ist die Angelegenheit wegen der Medaillen bereits von der Tagsatzung behandelt worden. Bei diesem Anlass haben denn verschiedene Stände Medaillen für einzelne Individuen ihrer Kantone verlangt, abgesehen ob selbige zu den vier Schweizerregimentern in französischen Diensten gehörten oder nicht; Bey diesen einzelnen Reklamationen ist es auch gewesen, dass sich Hr. Landammann Müret<sup>2)</sup> für Hr. de Lom verwendet hat. Andere Stände wollten sich nicht vom Grundsatz der Institution dieser Medaillen entfernen „die blos für die „treuen Schweizerregimenter in franz. Diensten gestiftet „worden seyen“. Die Versammlung beschloss mit 16 Stimmen: es sollten dieselben *ausschliesslich den Schweizer-*

---

<sup>1)</sup> Vgl. Zschokke, Historische Denkwürdigkeiten aus der helvetischen Staatsumwälzung, II, 79; C. Meiners, Briefe über die Schweiz, I, 184, 257, 265; II, 128; IV, 42; C. V. von Bonstetten, Neue Schriften, III, 82; IV, 183; Karl Spazier, Wanderungen durch die Schweiz, S. 389; Briefe eines Sachsen aus der Schweiz, II, 169, von denen einige neben der Staatsform dem Protestantismus den blühenden Wohlstand Berns zuschreiben.

<sup>2)</sup> Jules Nicolas Emanuel Muret (1759—1847), Landammann des Kantons Waadt. Siehe Secretan, Galerie suisse, II, 257; Montet, Dict. biogr., II, 219.